



LE PROBLEME DE L'APATRIDIE

Renseignements communiqués par les Etats conformément
à la résolution 352 (XII) du Conseil économique et
social relatif au problème de l'apatridie

Le Secrétaire général a l'honneur de communiquer la lettre ci-après, en date du 4 octobre 1951, que lui a fait parvenir le Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies :

"Le Représentant permanent de la Norvège auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de se référer à la communication du Secrétaire général en date du 5 avril 1951 (SOA 325/04), relative à la résolution du Conseil économique et social du 13 mars 1951 concernant le problème de l'apatridie, et il désire présenter les observations ci-après sur les points mentionnés dans ladite résolution :

La question traitée au paragraphe 6 de la résolution 319 B iii) (XI) ne concerne pas la Norvège.

En ce qui concerne le paragraphe 7 de la résolution précitée, il y a lieu de faire observer que les lois norvégiennes sur la nationalité ont été complètement révisées récemment. La nouvelle loi sur la nationalité, en date du 8 décembre 1950, dont on trouvera ci-joint un exemplaire, est entrée en vigueur le 1^{er} janvier de cette année. Cette loi, qui de même que la précédente, en date du 8 août 1924, est conforme à la Convention de La Haye du 12 avril 1930, mais, sur certains points, il sera plus facile de limiter les cas d'apatridie sous le régime de cette loi que sous le régime antérieur.

La nouvelle loi repose, comme la précédente, sur le principe du jus sanguinis. En conséquence, les deux lois contiennent une disposition semblable prévoyant que les enfants légitimes acquièrent la nationalité norvégienne à leur naissance,

lorsque leur père est un ressortissant norvégien, et que les enfants illégitimes acquièrent la nationalité norvégienne à leur naissance, lorsque leur mère est de nationalité norvégienne. Toutefois, la nouvelle loi contient, au paragraphe 2 de son article premier, une autre disposition stipulant qu'un enfant légitime né en Norvège d'une mère norvégienne acquiert la nationalité norvégienne lorsque le père est apatride ou lorsque l'enfant n'acquiert pas, à la naissance, la nationalité du père. Cette dernière disposition a été prévue pour couvrir les cas où le père est ressortissant d'un pays où le principe du jus soli est appliqué de façon stricte. Il y a lieu de stipuler que la nouvelle loi donne au roi le pouvoir de conclure avec les autres pays scandinaves - Danemark, Finlande, Islande, et Suède - des accords comportant notamment une disposition aux termes de laquelle une naissance ayant lieu dans un pays partie à l'accord est, à cet égard, assimilée à une naissance ayant eu lieu en Norvège. Par la Convention du 21 décembre 1950, un accord à cet effet a été conclu avec le Danemark et la Suède. On peut faire remarquer que la disposition énoncée à l'alinéa 2 de l'article 1 s'applique également aux enfants qui n'avaient pas atteint l'âge de 18 ans au moment où la loi est entrée en vigueur, à condition qu'ils n'aient acquis, ni à leur naissance, ni plus tard, la nationalité d'un autre pays. Il est prévu à l'article 11 que lesdits enfants acquerront la nationalité norvégienne au moment où la loi entrera en vigueur.

Parmi les autres dispositions qui intéressent les apatrides, on peut mentionner celles qui figurent à l'article 3, aux termes desquelles un apatride né en Norvège et y ayant résidé de manière continue, acquiert la nationalité norvégienne en déclarant, après avoir atteint l'âge de 18 ans et avant sa vingt-troisième année, son intention de devenir ressortissant norvégien. Aux termes de la Convention mentionnée ci-dessus, la naissance au Danemark et en Suède est à cet égard assimilée à la naissance en Norvège; de même, la résidence dans ces pays jusqu'à l'âge de 12 ans est assimilée à la résidence en Norvège.

La nouvelle loi contient une disposition visant à faciliter le problème de l'apatridie également en ce qui concerne la réintégration dans la nationalité norvégienne. En son article 4, elle prévoit qu'une personne qui avait acquis la nationalité norvégienne à la naissance, et qui a résidé dans le pays jusqu'à

l'âge de 18 ans, peut recouvrer cette nationalité par une déclaration à cet effet, à la condition qu'elle ait à nouveau résidé dans le pays pendant deux ans, et qu'elle soit apatride ou puisse prouver qu'elle perdra sa nationalité étrangère en recouvrant la nationalité norvégienne. En outre, pour ce qui concerne cette règle, il est prévu dans la convention mentionnée ci-dessus que la résidence en Suède ou au Danemark jusqu'à l'âge de 12 ans est assimilée à la résidence en Norvège.

Il convient également de mentionner qu'une Norvégienne ne perd en aucun cas sa nationalité norvégienne du fait de son mariage avec un étranger.

En principe, les apatrides ont les mêmes possibilités que les autres étrangers d'acquérir la nationalité norvégienne, de se faire naturaliser. Pour obtenir un certificat de citoyenneté, l'intéressé doit avoir atteint l'âge de 18 ans, avoir résidé dans le pays pendant 7 ans au moins, avoir fait preuve d'une bonne conduite et pouvoir subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille. Toutefois, des dérogations à ces conditions peuvent être accordées lorsqu'il semble raisonnable de le faire en vertu de considérations spéciales. La loi prévoit notamment le cas d'une personne qui a épousé un ressortissant norvégien et qui vit avec son conjoint. Cependant, la qualité d'apatride ne peut guère être considérée en soi comme une raison suffisante de dispenser l'intéressé de satisfaire à l'obligation d'avoir résidé sept années consécutives dans le pays.

New-York, le 14 mai 1951. "

ANNEXE

LOI DU 8 DECEMBRE 1950 SUR LA NATIONALITE NORVEGIENNE

Chapitre premier. De l'acquisition de la nationalité norvégienne

Article premier.

Un enfant acquiert la nationalité norvégienne à la naissance :

1. Lorsqu'il est légitime et que le père est un ressortissant norvégien;
2. Lorsqu'il est légitime et qu'il est né en Norvège d'une mère norvégienne, à condition toutefois que le père ne soit pas ressortissant d'un autre pays, ou que l'enfant n'acquière pas, à sa naissance, la nationalité de son père;
3. Lorsqu'il est illégitime et né d'une mère de nationalité norvégienne.

Les enfants trouvés sur le territoire norvégien sont considérés comme étant des ressortissants norvégiens jusqu'à preuve du contraire.

Article 2.

Si un Norvégien et une étrangère ont un enfant avant leur mariage, l'enfant acquiert la nationalité norvégienne lorsqu'ils se marient, à condition toutefois que l'enfant ne soit pas marié et qu'il n'ait pas atteint l'âge de 18 ans.

Article 3.

Un étranger né en Norvège et qui a résidé toute sa vie dans ce pays acquiert la nationalité norvégienne si, après avoir atteint l'âge de 21 ans mais avant 23 ans, il souscrit en présence du magistrat provincial (Fylkesmann) une déclaration manifestant son intention de devenir ressortissant norvégien. S'il n'est ressortissant d'aucun pays, il peut souscrire une telle déclaration lorsqu'il a atteint l'âge de 18 ans; il en est de même s'il prouve qu'il perd sa nationalité étrangère en acquérant la nationalité norvégienne.

Lorsque la Norvège est en guerre, aucun ressortissant d'un pays ennemi ne peut acquérir la nationalité norvégienne en vertu du présent article. Il en est de même pour tout individu qui n'est ressortissant d'aucun Etat, mais dont la nationalité la plus récente était celle d'un Etat ennemi.

Article 4.

Si un Norvégien de naissance qui a résidé en Norvège jusqu'à l'âge de 18 ans a perdu la nationalité norvégienne, il peut la recouvrer en souscrivant devant le magistrat provincial une déclaration manifestant son intention de recouvrer la nationalité norvégienne, à condition qu'il ait vécu en Norvège pendant les deux dernières années. Si l'intéressé est ressortissant d'un autre Etat, il ne peut souscrire une telle déclaration que s'il peut prouver qu'il perd la nationalité étrangère en acquérant la nationalité norvégienne.

Article 5.

Si un homme acquiert la nationalité norvégienne en vertu de l'article 3 ou de l'article 4, ses enfants célibataires acquièrent également cette nationalité, à la condition qu'ils soient légitimes, qu'ils résident dans le pays et n'aient pas atteint l'âge de 18 ans. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux enfants dont la mère a conservé la charge après que le mariage a été déclaré non valable ou annulé, ou après le divorce ou la séparation des parents en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Si une femme acquiert la nationalité norvégienne dans les conditions mentionnées ci-dessus, les dispositions du premier alinéa sont également applicables :

1. A l'enfant illégitime, sauf si le père est un étranger et a la garde de l'enfant;
2. A l'enfant légitime, à la condition que la mère soit veuve;
3. A l'enfant légitime, à la condition que la mère en ait la garde et que le mariage ait été déclaré non valable ou annulé, ou que les parents soient divorcés ou séparés en vertu d'une décision judiciaire ou administrative.

Article 6.

Le Roi, ou l'autorité qu'il habilite à cet effet, peut délivrer un certificat de citoyenneté à l'étranger qui en fait la demande, si l'intéressé :

1. Est âgé de plus de 18 ans,
2. Réside en Norvège depuis sept ans,
3. Est de bonne vie et moeurs,
4. Est en mesure de subvenir à ses besoins et à ceux de sa famille.

La nationalité norvégienne peut être accordée à un ancien ressortissant norvégien, même s'il ne remplit pas les conditions précitées. Il en est de même dans le cas de celui qui a épousé un ressortissant norvégien et qui vit avec son conjoint et dans certains cas où il semble raisonnable d'accorder la nationalité en vertu de considérations spéciales. Il peut également être dérogé à la condition énoncée au point 2 ci-dessus, lorsque l'intéressé est de nationalité danoise, finlandaise, islandaise ou suédoise.

Si sa demande est agréée, l'intéressé sera informé qu'il lui sera délivré un certificat de citoyenneté à la condition qu'il prête serment de fidélité à la Constitution dans le délai d'un an. La prestation de serment devra être faite devant un juge de district ou un magistrat municipal ou devant une autorité norvégienne à l'étranger. Si l'intéressé est âgé de moins de 18 ans ou s'il est atteint d'aliénation mentale, cette formalité ne sera pas exigée.

Si, en vertu de la législation de son pays d'origine, l'intéressé ne peut renoncer à sa nationalité antérieure, sans y être autorisé, il est en général tenu de prouver, dans un délai d'un an, qu'il a reçu l'autorisation nécessaire.

Si l'intéressé a des enfants célibataires de moins de 18 ans, l'autorité qui délivre le certificat de citoyenneté décide s'il y a lieu d'étendre la naturalisation aux enfants.

Chapitre 2. De la perte de la nationalité norvégienne

Article 7.

Perd la nationalité norvégienne :

1. Celui qui acquiert la nationalité d'un autre pays sur sa demande ou avec son consentement exprès;
2. Celui qui acquiert une nationalité étrangère en acceptant un emploi public dans un pays étranger;
3. L'enfant célibataire de moins de 18 ans qui acquiert la nationalité d'un autre pays du fait que l'un de ses parents acquiert une nationalité étrangère dans les conditions indiquées aux alinéas 1 et 2, lorsque ce parent est le seul à avoir la garde de l'enfant ou qu'il l'exerce conjointement avec l'autre parent et que ce dernier n'est pas ressortissant norvégien;
4. L'enfant célibataire de moins de 18 ans qui acquiert la nationalité d'un autre pays à la suite du mariage de ses parents. Toutefois, si l'enfant réside en Norvège, il ne perd la nationalité norvégienne que s'il quitte le pays avant d'avoir atteint l'âge de 18 ans et s'il possède alors la nationalité d'un autre pays.

Article 8.

Tout ressortissant norvégien né à l'étranger perd la nationalité norvégienne lorsqu'il atteint sa vingt-deuxième année, s'il n'a jamais résidé auparavant en Norvège ou s'il n'y a pas séjourné dans des circonstances qui témoignent de son attachement à la Norvège. Toutefois, si avant d'avoir atteint sa vingt-deuxième année, cette personne demande l'autorisation de conserver sa nationalité, le Roi, ou l'autorité habilitée à cet effet par le Roi, veut lui accorder un certificat de citoyenneté.

Lorsqu'un individu perd la nationalité norvégienne en vertu du présent article, ses enfants perdent également la nationalité qu'il leur avait transmise.

Article 9

Le Roi, ou l'autorité habilitée à cet effet par le Roi peut libérer de la nationalité norvégienne le ressortissant norvégien qui en fait la demande, à la condition que l'intéressé possède la nationalité d'un autre pays ou ait l'intention de l'acquérir. Si l'intéressé ne possède aucune nationalité étrangère, cette libération est subordonnée à l'acquisition par lui d'une nationalité étrangère dans un délai déterminé.

Chapitre 3 - Dispositions spéciales adoptées en vertu d'accords conclus avec d'autres Etats.

Article 10

Le Roi peut conclure des accords avec le Danemark, la Finlande, l'Islande et la Suède aux fins d'appliquer une ou plusieurs des dispositions prévues ci-après aux alinéas A, B et C. Par "Etat contractant", il faut entendre, au sens du présent article, un Etat avec lequel un tel accord a été conclu.

A. En ce qui concerne les dispositions énoncées au point 2 du premier alinéa de l'article premier et à l'article 3, la naissance dans un Etat contractant est assimilée à la naissance en Norvège.

En ce qui concerne les dispositions des articles 3 et 4, la résidence jusqu'à l'âge de 12 ans dans un Etat contractant est assimilée à la résidence en Norvège.

B. Tout ressortissant d'un Etat contractant :

1. Qui n'a pas acquis sa présente nationalité par naturalisation;
2. Qui est âgé de 21 ans mais de moins de 60 ans;
3. Qui réside en Norvège depuis 10 ans, et
4. Qui, au cours de cette période, n'a pas été condamné à une peine d'emprisonnement ou de détention en vertu des dispositions des articles 39 et 39 a) du code pénal, acquiert la nationalité norvégienne s'il déclare formellement devant le magistrat provincial son intention de devenir ressortissant norvégien. Les dispositions de l'article 5 sont pareillement applicables.

C. Si un individu a perdu la nationalité norvégienne et n'a plus été ensuite ressortissant que d'un Etat contractant, il acquiert la nationalité norvégienne à la condition qu'il établisse sa résidence en Norvège et qu'il déclare formellement par la suite, devant le magistrat provincial, son intention de devenir ressortissant norvégien. Les dispositions de l'article 5 sont pareillement applicables.

Chapitre 4. Dispositions diverses

Article 11

L'enfant mentionné au point 2 du premier alinéa de l'article premier, qui n'a pas atteint l'âge de 18 ans à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, acquiert la nationalité norvégienne à partir de cette date, à la condition qu'il ne soit pas et n'ait jamais été ressortissant d'un autre pays.

Article 12

Quiconque atteindra l'âge de 22 ans au cours de l'année qui suivra l'entrée en vigueur de la présente loi, pourra faire la déclaration prévue à l'article 3 jusqu'au moment où il aura atteint l'âge de 24 ans.

Article 13

La femme qui a perdu la nationalité norvégienne en vertu de la loi du 21 avril 1890 ou de la loi du 8 août 1924 par suite de son mariage avec un homme qui était alors ressortissant d'un autre pays ou qui a acquis ultérieurement une nationalité étrangère, recouvre la nationalité norvégienne, à la condition qu'elle ne l'eût pas perdue en vertu de la présente loi, en déclarant par écrit dans un délai maximum de 5 ans à compter de la date d'entrée en vigueur de la présente loi, à l'autorité que désignera le Roi, son intention de devenir ressortissante norvégienne. Toutefois, si elle a perdu la nationalité norvégienne à la suite de son mariage avec un ressortissant d'un pays ennemi, au cours de la période comprise entre le 9 avril 1940 et le 31 décembre 1948, la présente disposition ne s'appliquera que si l'intéressée réside en Norvège à la date d'entrée en vigueur de la présente loi ou y fixe sa résidence avant l'expiration du délai de cinq ans précité.

Article 14

Quiconque a perdu la nationalité norvégienne en vertu de l'article 6 b) de la loi du 21 avril 1888, pour avoir quitté le pays sans esprit de retour, mais ne l'aurait pas perdue par l'effet de l'article 8 de la présente loi, recouvre la nationalité norvégienne en déclarant par écrit à l'autorité que désignera le Roi, son intention de devenir ressortissant norvégien. Une personne qui est devenue ressortissante d'un autre pays ne peut faire une telle déclaration.

Les dispositions de l'article 5 sont pareillement applicables, mais il n'est pas indispensable que l'enfant réside en Norvège.

Article 15

La femme mariée ou précédemment mariée qui atteindra l'âge de 22 ans au cours des trois premières années qui suivront l'entrée en vigueur de la présente loi, ne perdra sa nationalité, en vertu de l'article 8, qu'à l'expiration de ces trois ans.

Article 16

Il appartient au tuteur de présenter la demande prévue aux articles 6, 8 et 9 si l'intéressé a moins de 18 ans ou s'il est incapable d'agir personnellement du fait de son aliénation mentale. Dans les autres cas, c'est à l'intéressé lui-même qu'il appartient de faire la demande.

Le tuteur n'est pas admis à faire la déclaration prévue aux articles 3 (voir article 12), 4, 10 B et C, 13 et 14.

Article 17

Le Roi, ou l'autorité habilitée à cet effet par le Roi, promulgue les règlements nécessaires à l'application de la présente loi.

Article 18

La présente loi entrera en vigueur le 1er janvier 1951. Si l'une de ses dispositions est en contradiction avec une disposition d'un traité, c'est cette dernière qui sera applicable.

La présente loi sera également applicable aux terres de Svalbard et de Jan Mayen, sous cette réserve que les articles 3 et 4 ne le seront que dans les limites fixées par le Roi.

La loi du 8 août 1924 sur la nationalité norvégienne et la loi complémentaire du 13 décembre 1946 seront abrogées lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.
